EXTRAIT DU CODE NAPOLÉON.

TITRE II.

Des Actes de l'État civil.

Décrété (le 20 ventôse an XI), 11 mars 1803,
Promulgué (le 30), 21 du même mois.

CHAPITRE PREMIER.

Dispositions générales.

24. Les actes de l'état civil énonceront l'année, le jour et l'heure où ils seront reçus, les prénoms, nom, âge, profession et domicile de tous ceux qui y seront désignés.

25. Les officiers de l'état civil ne pourront rien insérer dans les actes qu'ils recevront, soit par note, soit par énonciation quelconque, que ce qui doit être déclaré par les comparants.

26. Dans les cas où les parties intéressées ne seront point obligées de comparaître en personne, elles pourront se faire représenter par un fondé de procuration spéciale et authentique.

27. Les témoins produits aux actes de l'état civil ne pourront être que du sexe masculin, âgés de vingt-un ans au moins, parents ou autres, et à prendre choisis par les personnes intéressées.

28. L'officier de l'état civil énoncera lors des actes aux parties comparantes, ou à leur fondé de procuration, et aux témoins, — si l'y sera fait mention de l'accomplissement de cette formalité.

29. Les actes seront signés par l'officier de l'état civil, par les comparants et les témoins ou mention sera faite de la cause qui empêchera les comparants et les témoins de signer.

30. Les actes de l'état civil seront inscrits dans chaque commune, sur un ou plusieurs registres tenus double.

31. Les registres seront cotés par premiers et derniers, et paraphés sur chaque feuille, par le président du tribunal de première instance, ou par le juge qui le remplacera.

32. Les actes seront inscrits sur les registres de suite, sans aucun blanc. Les ratures et les renvois seront approuvés et signés de la même manière que le corps de l'acte. Il n'y sera rien écrit par abréviation, et aucune date ne sera mise en chiffre.

33. Les registres seront clos et arrêtés par l'officier de l'état-civil, à la fin de chaque année : et dans le mois, l'un des doubles sera déposé aux archives de la commune, l'autre au greffe du tribunal de première instance.

34. Les procurations et les autres pièces qui doivent demeurer annexées aux actes de l'état civil, seront déposées après qu'elles auront été paraphées par les personnes qui les auront produites, et par l'officier de l'état civil, au greffe du tribunal, avec le double des registres dont le dépôt doit avoir lieu au greffe.

35. Toute personne jouissant de droits civils peut se faire délivrer par les dépositaires des registres de l'état civil, des extraits de ses registres. Les extraits délivrés conformes aux registres, et légalisés par le président du tribunal de première instance, ou par le juge qui le remplacera, feront foi jusqu'à inscription de faux.

36. Lorsqu'il n'aura pas existé des registres, ou qu'ils seront perdus, la preuve en sera reçue tant par titres que par témoins, et dans ce cas, les mariages contracts et décès pourront être prouvés tant par les registres et papiers émanés des pères et mères décédés, que par témoins.

37. Tout acte de l'état civil des Français et des étrangers fait en pays étranger, fera foi, s'il a été rédigé dans les formes usitées dans ledit pays.

38. Toute de l'état civil des Français en pays étranger sera valable, s'il a été reçu, conformément aux lois françaises, par les agents diplomatiques ou par les consuls.

39. Dans tous les cas où la mention d'un acte relatif à l'état civil doit exprimer l'âge, il sera indiqué d'un autre acte dûs jusqu'à, ou sera fait à la requête des parties intéressées, par l'officier de l'état civil, sur les registres concernés ou sur ceux qui en ont été déposés, après de la commune, et par le greffier du tribunal de première instance, sur les registres déposés au greffe : à l'effet de cette mention de l'état civil en dépouvre sera, dans les trois jours, en présence du procureur impérial près ledit tribunal, qui veillera à ce que la mention ait été faite d'une manière conforme aux lois des registres.

40. Toute contravention aux articles précédents de la part des fonctionnaires désignés, sera poursuivie devant le tribunal de première instance, et punie d'une amende qui ne pourra excéder cent francs.

41. Vous dépositaire des registres sera civilement responsable des altérations qui y seraient trouvées, sauf son recours, s'il y a lieu, contre les auteurs fraudeurs.

42. Toute altération, toute fausse date les actes de l'état civil, toute inscription de ces actes faite sur une feuille volante et autrement que sur les registres à ce destinés, donneront lieu, soit dommages-intérêts des parties, aux poursuites des parties portées au code pénal.

43. Le procureur impérial au tribunal de première instance sera tenu de vérifier l'état des registres lors du dépôt qui sera fait au greffe : il dressera un procès-verbal sommaire de la vérification, dénoncera les contraventions ou délits commis par les officiers de l'état civil, et requerra contre eux la condamnation aux amendes.

44. Dans tous les cas où un tribunal de première instance connaîtra des actes relatifs à l'état civil, les parties intéressées pourront se pourvoir contre le jugement.

CHAPITRE IV.

Des Actes de Décès.

77. Aucune inhumation ne sera faite sans une autorisation, sur papier libre et sans frais, de l'officier de l'état civil, qui ne pourra le délivrer qu'après s'être transporté auprès de la personne décédée, pour s'assurer du décès, et que vingt-quatre heures après le décès, lors cet cet présumé par les officiers de police.

78. L'acte de décès sera dressé par l'officier de l'état civil, sur la déclaration de deux témoins. Ces témoins seront, s'il est possible, les deux plus proches parents ou voisins, ou, lorsqu'une personne sera décédée hors de son domicile, la personne chez laquelle elle sera décédée, et un parent au moins.

79. L'acte de décès contiendra les prénoms, nom, âge, profession et domicile de la personne décédée : les prénoms et nom de l'autre époux, si la personne décédée était mariée ou veuve, les prénoms, noms, âge, professions et domiciles des déclarants, et s'ils sont parents, leur degré de parenté.

Le même acte contiendra de plus, autant qu'on pourra le savoir, les prénoms, noms, professions et domiciles des père et mère du défunt, et le lieu de sa naissance.

80. En cas de décès dans les hôpitaux militaires, civils, ou autres maisons publiques, les gérants, directeurs, administrateurs et maîtres de ces maisons, seront tenus dans dans vingt-quatre heures, à l'officier de l'état civil, qui s'y transportera pour s'assurer du décès, et en dressera l'acte conformément à l'article précédent, sur les déclarations qui lui seront délivrées, et sur les renseignements qu'il aura pris.

Il sera tenu, en outre, dans lesdits hôpitaux et maisons, des registres destinés à inscrire ces déclarations et ces renseignements.

L'officier de l'état civil ouvrira l'acte de décès à celui du dernier domicile de la personne décédée, qui l'inscrira sur les registres.

81. Lorsqu'il y aura des signes ou indices de mort violente, ou d'autres circonstances qui donneront lieu de la soupçonner, on ne pourra faire l'inhumation qu'après qu'un officier de police, assisté d'un docteur en médecine ou en chirurgie, aura dressé procès-verbal de l'état du cadavre, et des circonstances y relatives, ainsi que des renseignements qu'il aura pu recueillir sur les prénoms, nom, âge, profession, lieu de naissance et domicile de la personne décédée.

82. L'officier de police sera tenu de transmettre de suite à l'officier de l'état civil du lieu où la personne sera décédée, tous les renseignements énoncés dans son procès-verbal. D'après lesquels l'acte de décès sera rédigé.

L'officier de l'état civil en enverra une expédition à celui du domicile de la personne décédée, s'il est connu : cette expédition sera inscrite sur les registres.

83. Les greffiers criminels seront tenus d'envoyer, dans les vingt-quatre heures de l'exécution du jugement portant peine de mort, à l'officier de l'état civil du lieu de l'exécution, un extrait en forme, tous les renseignements énoncés en l'article 79, d'après lesquels l'acte de décès sera rédigé.

84. En cas de décès dans les prisons ou maisons de réclusion et de détention, il en sera donné avis sur le champ, par les concierges ou gardiens, à l'officier de l'état civil, qui s'y transportera comme il est dit au 81. Article 80, et rédigera l'acte de décès.

85. Dans les cas de mort violente, ou dans les prisons et maisons de réclusion, ou d'exécution à mort, il ne sera fait sur les registres aucune mention de ces circonstances, et les actes de décès seront simplement rédigés dans les formes prescrites par l'article 79.

86. En cas de décès pendant un voyage de mer, il en sera dressé sera dans les vingt-quatre heures, en présence de deux témoins pris parmi les officiers du bâtiment, ou, à leur défaut, parmi les hommes de l'équipage. Cet acte sera rédigé, savoir, sur les bâtiments de l'Empereur, par l'officier d'administration de la marine, et sur les bâtiments appartenant à un négociant ou armateur, par le capitaine, maître ou patron du navire. L'acte de décès sera inscrit à la suite du rôle de l'équipage.

87. Au premier port où le bâtiment abordera, soit de relâche, soit pour toute autre cause que celle de son désarmement, les officiers de l'administration de la marine, capitaine, maître ou patron, qui aurait rédigé des actes de décès seront tenus d'en déposer deux expéditions, conformément à l'article 60.

A l'arrivée du bâtiment dans le port du désarmement, le rôle d'équipage avec dépouillé au bureau du préposé à l'inscription maritime, il enverra une expédition de l'acte de décès, de la manière, à l'officier de l'état civil du domicile de la personne décédée : cette expédition sera inscrite de suite sur les registres.

Premier feuille

D. Granier

AN 1860.

ÉTAT CIVIL.

DÉCÈS.

Mairie d *Arrondissement*
de Toulon, Département du Var.

Par Nous Président du Tribunal de première instance, séant à Toulon, arrondissement de Toulon, département du Var, le présent registre destiné à recevoir les Actes de Décès dans la commune de La Garde D. Cachou pendant l'an mil huit cent soixante, a été coté et paraphé par première et dernière feuille et contient Mngt-trois feuilles.

Fait à Toulon, le Mngt-trois *décembre mil huit cent cinquante-neuf.*

Le Président

D. Granier